

**Art. 9.** Dit decreet treedt in werking op 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind,  
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—  
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet nr. 415-1. - Commissieverslag, nr. 415-2 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 415-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/41801]

### 20 JUILLET 2022. — Décret relatif à l'accompagnement des victimes d'urgences collectives

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

##### Section I<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Urgence collective : événement qui entraîne ou qui est susceptible d'entraîner des conséquences dommageables aux personnes et qui donne lieu à l'ouverture d'une enquête pénale. Par son ampleur ou son impact, cet événement nécessite la mise en œuvre de mesures spécifiques et la coordination de la prise en charge des victimes ;

2° Accompagnement spécifique : suivi individuel proposé aux victimes d'une urgence collective ;

3° Prise en charge des victimes : ensemble des actions structurelles et l'accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

4° Victime : personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un dommage directement causé par une situation d'urgence collective ;

5° Partenaires : services agréés sur base du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables pour exécuter les missions d'aide sociale et d'aide psychologique visées aux articles 6 à 9 dudit décret ;

6° Personne de référence : intervenant d'un service du Gouvernement ou d'un partenaire visés à l'article 4 qui assure l'accompagnement spécifique des victimes d'une urgence collective ;

7° Plan de suivi : plan de suivi psychosocial, c'est à dire le dispositif d'intervention qui organise la prise en charge des victimes d'une urgence collective ;

8° Service tiers : tout service susceptible d'intervenir suite à une urgence collective, autre que les services du Gouvernement et les partenaires visés à l'article 4 du présent décret ;

9° Règlement général sur la protection des données : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

10° Donnée : donnée à caractère personnel au sens de l'article 4.1 du Règlement général sur la protection des données ;

11° Ministère : le ministère de la Communauté française.

##### Section 2. — Principes généraux

**Art. 2.** Dans le cadre de l'application du présent décret, les principes généraux suivants sont respectés :

1° La victime est au centre de l'intervention ;

2° Les besoins de la victime sont pris en compte dans leur globalité ;

3° La prise en charge de la victime est effectuée selon une approche intersectorielle et transversale.

##### Section 3. — Des données à caractère personnel et finalités

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret porte sur la gestion d'une urgence collective, dont les finalités sont les suivantes :

1° Identifier les victimes ;

2° Activer un plan de suivi ;

3° Désigner des personnes de référence ;

4° Accompanyer les victimes dans leurs démarches.

§ 2. Le traitement visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est réalisé par le Ministère qui agit en tant que responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement général sur la protection des données.

Par exception, lorsqu'un partenaire intervient en application de l'article 10 du présent décret, celui-ci est considéré comme responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du Règlement général sur la protection des données pour l'ensemble des opérations qu'il réalise.

#### CHAPITRE 2. — *De la personne de référence et de la coordination du suivi psychosocial*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — De la personne de référence*

**Art. 4.** - § 1<sup>er</sup>. Une personne de référence est désignée au sein des services du Gouvernement ou des partenaires suivant la procédure décrite à l'article 10 du présent décret.

§ 2. Le rôle de la personne de référence est d'être le point de contact central pour le suivi des victimes. Elle offre à la victime d'une urgence collective un accompagnement spécifique.

§ 3. Les services et partenaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup> veillent à la formation continue des intervenants susceptibles d'assumer le rôle de personne de référence.

##### *Section 2. — De la coordination du suivi psychosocial*

**Art. 5.** Le Gouvernement désigne au sein de ses services une personne chargée de coordonner le suivi psychosocial, d'élaborer le plan de suivi et d'identifier les collaborations à mettre en place en vue de la prise en charge des victimes.

Le Gouvernement arrête les modalités d'approbation du plan de suivi visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** Le Gouvernement peut instituer une instance de concertation et d'avis, réunissant différents acteurs impliqués dans la prise en charge des victimes en vue de la mise en œuvre du plan de suivi psychosocial.

Le Gouvernement arrête, le cas échéant, la composition de cette instance, ainsi que le règlement d'ordre intérieur et les règles de confidentialité auxquelles ses membres doivent se soumettre.

#### CHAPITRE 3. — *Le plan de suivi psychosocial*

**Art. 7.** Le plan de suivi poursuit les objectifs suivants :

- 1° Assurer la prise en charge des victimes identifiées ;
- 2° Adapter la prise en charge visée au 1° aux besoins individuels et collectifs des victimes ;
- 3° Coordonner les interventions des services impliqués dans la prise en charge des victimes.

#### CHAPITRE 4. — *Procédure en cas d'urgence collective*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Activation du plan de suivi*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un événement susceptible d'être une urgence collective survient, la personne visée à l'article 5 identifie si la prise en charge des victimes relève d'une urgence collective et, dans l'affirmative, entame un processus d'analyse de la situation, qui vise à :

- 1° Cibler le périmètre des interventions des services ;
- 2° Identifier les services concernés par l'intervention ;
- 3° Définir si une coordination de la prise en charge des victimes est nécessaire ;
- 4° Déterminer les éléments à communiquer aux services et les informations utiles à recueillir auprès d'eux.

§ 2. A l'issue de l'analyse visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, la personne visée à l'article 5 évalue l'opportunité d'activer le plan de suivi et transmet son avis au Gouvernement.

Le Gouvernement décide d'activer le plan de suivi.

##### *Section 2. — Mise en œuvre du plan de suivi psychosocial*

**Art. 9.** La personne visée à l'article 5 assure la mise en œuvre du plan de suivi en tenant compte des spécificités de l'urgence collective.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les services du Gouvernement et les partenaires visés à l'article 4 peuvent être sollicités par la victime elle-même ou par un service tiers.

§ 2. En application du paragraphe 1<sup>er</sup>, le service du Gouvernement ou le partenaire qui est sollicité en premier évalue les besoins de la victime et décide de :

- 1° Désigner en son sein une personne de référence si la situation de la victime le requiert ;
- 2° Orienter la victime vers un autre service du Gouvernement ou partenaire pour la désignation d'une personne de référence en accord avec les besoins de la victime.

§ 3. En fonction de l'évolution des besoins de la victime, la personne de référence peut se décharger de sa mission et s'assurer de la désignation d'une nouvelle personne de référence pour permettre la continuité de l'accompagnement spécifique.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de transfert des données en application des paragraphes 2 et 3.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Lors de la mise en œuvre du plan de suivi, la personne de référence met en place l'accompagnement spécifique de la victime.

Dans ce cadre, elle exécute les tâches suivantes :

- 1° L'information de la victime au sujet de l'ensemble des démarches à réaliser et des différents types d'aide disponibles ;
- 2° L'évaluation des besoins et des ressources de la victime tout au long de la prise en charge ;
- 3° Le soutien proactif de la victime ;
- 4° L'orientation encadrée de la victime.

§ 2. Les difficultés rencontrées dans le cadre des tâches visées au paragraphe 1<sup>er</sup> et les informations structurelles jugées pertinentes sont communiquées à la personne visée à l'article 5.

**Art. 12.** §1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'application des articles 10 et 11, les services du Gouvernement et les partenaires traitent les catégories de données suivantes concernant les victimes :

- 1° Les données d'identification ;
- 2° Les données relatives à la profession et l'emploi ;
- 3° Les données relatives aux caractéristiques personnelles ;
- 4° Les données financières ;
- 5° Les données relatives à la composition du ménage ;
- 6° Les données de santé.

Le Gouvernement arrête les modalités de collecte des données reprises dans les catégories visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 4° et 5°.

Les données visées au 2°, 3° et 4° ne peuvent être traitées que moyennant l'accord exprès de la victime et ne peuvent en aucun cas être utilisées à l'encontre de la victime dans le cadre d'une procédure qui implique la prise d'une décision coercitive à son égard.

§ 2. Le traitement des données visées au 6° est nécessaire à des fins de prise en charge sanitaire ou sociale au sens de l'article 9.2.g, du Règlement général sur la protection des données.

Le Gouvernement arrête les modalités de collecte des données reprises dans la catégorie visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 6°.

§ 3. Les services du Gouvernement et partenaires visés à l'article 10 ont accès aux catégories de données judiciaires.

L'accès visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> par les services du Ministère se fonde sur l'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Les partenaires ne peuvent traiter les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> que si elles ont été directement collectées auprès de la victime et avec son consentement. La victime a le droit de s'opposer à cette communication. Le Gouvernement arrête les modalités d'exercice de ce droit d'opposition.

§ 4. Dans le cadre de l'application des articles 10 et 11, les services du Gouvernement et les partenaires traitent les catégories de données d'identification concernant les personnes de référence.

**Art. 13.** Le Gouvernement arrête :

- 1° La liste des données des catégories de données visées à l'article 12 du présent décret ;
- 2° Les modalités et les durées de conservation maximales de ces données ;
- 3° Les mesures organisationnelles et techniques relatives à la sécurité de ces données ;
- 4° Les modalités d'exercice des droits visés aux articles 12 à 22 et 34 du Règlement général sur la protection des données.

#### Section 3. — Clôture du plan de suivi psychosocial

**Art. 14.** Le Gouvernement arrête la procédure de clôture du plan de suivi et de réactivation éventuelle de celui-ci.

Le plan de suivi est clôturé lorsque les critères suivants sont réunis :

- 1° Toutes les victimes qui le souhaitent disposent d'une personne de référence ;
- 2° Les collaborations en vue de la prise en charge des victimes ont été établies ;
- 3° La coordination de la prise en charge des victimes n'est plus nécessaire.

#### Section 4. — Evaluation du plan de suivi psychosocial

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. La mise en œuvre du plan de suivi est évaluée tout au long de la prise en charge des victimes d'urgence collective et fait l'objet des adaptations nécessaires.

§ 2. Après clôture du plan de suivi, une évaluation finale portant sur la mise en œuvre du plan est réalisée sous la forme d'un rapport.

§ 3. Le Gouvernement désigne au sein de ses services les personnes chargées d'exécuter les tâches visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

Le Gouvernement arrête également les modalités de rédaction et les destinataires du rapport visé au paragraphe 2.

#### CHAPITRE 5. — Dispositions budgétaires et financières

**Art. 16.** Un montant de 330.000 euros, destiné à couvrir les actions prévues au chapitre 4 en cas d'urgence collective, est inscrit annuellement au budget général des dépenses.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. En cas de survenance d'une urgence collective, le Gouvernement peut octroyer notamment une subvention aux partenaires visés à l'article 10 du présent décret.

§ 2. Le Gouvernement arrête les conditions d'octroi et de justification des subventions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> portent notamment sur le caractère territorial, l'ampleur de l'urgence collective et les besoins spécifiques rencontrés en matière de personnel.

La subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup> permet de couvrir des dépenses liées à la prise en charge de victimes d'urgence collective en cas de survenance de celle-ci, telles que notamment :

- 1° Des frais de personnel ;
- 2° Des frais de location de locaux ;
- 3° Des frais de déplacement ;
- 4° Des frais de développement de moyens de communication spécifiques.

**Art. 18.** La formation spécifique des intervenants visés à l'article 4, paragraphe 3 du présent décret est organisée en amont d'une urgence collective potentielle.

Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement octroie les subventions visant à organiser les modules de formation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

CHAPITRE 6. — *Statistiques, gestion administrative et informatique*

**Art. 19.** Les catégories de données visées à l'article 12 sont traitées ultérieurement par le Ministère à des fins statistiques. Les données transférées en vue de la réalisation de statistiques sont préalablement anonymisées par le Ministère et par les partenaires.

Le Gouvernement précise les modalités techniques liées à la réalisation des statistiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 20.** §1<sup>er</sup>. Le traitement visé par le présent décret est supporté par des solutions informatiques.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les catégories d'identification concernant les acteurs impliqués par la mise en œuvre du présent décret sont traitées.

§ 2. Le Gouvernement arrête les modalités de mise à disposition des solutions informatiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mesures relatives à la sécurité, la liste des données précises de la catégorie visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modalités de traitement et les durées de conservation maximale de ces données.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent décret fait l'objet d'une évaluation après le dépôt du rapport visé à l'article 15, §2. Cette évaluation n'est réalisée qu'à la suite de la clôture du plan de suivi activé lors de la première situation d'urgence collective rencontrée.

L'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> se présente sous la forme d'un rapport portant sur l'exécution du présent décret, accompagnée du rapport visé à l'article 15, §2.

**Art. 22.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance,  
de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,  
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,  
C. DESIR

—  
Note

*Session 2021-2022*

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 416-1. – Amendement(s) en commission, n° 416-2 - Rapport de commission, n° 416-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 416-4

*Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. - Séance du 19 juillet 2022.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/41801]

**20 JULI 2022. — Decreet betreffende de begeleiding van slachtoffers van collectieve noodsituaties**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en wij, de regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene voorschriften*

Deel I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet verstaat men onder:

1. Collectieve noodsituatie: gebeurtenis die leidt tot of kan leiden tot schadelijke gevolgen aan personen en die aanleiding geeft tot de opening van een strafrechtelijk onderzoek. Door zijn omvang of impact moeten voor deze gebeurtenis specifieke maatregelen worden genomen en moet de zorg voor slachtoffers worden gecoördineerd;
2. Specifieke begeleiding: individuele opvolging voorgesteld aan de slachtoffers van een collectieve noodsituatie;
3. Zorg voor slachtoffers: alle structurele acties en de specifieke begeleiding van slachtoffers van een collectieve noodsituatie;
4. Slachtoffer: natuurlijke persoon, evenals diens naasten, die schade heeft/hebben opgelopen die het rechtstreekse gevolg is van een collectieve noodsituatie;

5. Partners: diensten die erkend zijn op basis van het decreet van 13 oktober 2016 betreffende de erkenning en de subsidiëring van partners die hulp verlenen aan rechtzoekenden om sociale en psychologische hulp te bieden waarvan sprake in artikels 6 tot en met 9 van voormeld decreet;

6. Contactpersoon: tussenkomende partij van een regeeringsdienst of van een partner waarvan sprake in artikel 4, die de specifieke begeleiding van slachtoffers van een collectieve noodsituatie verzorgt;

7. Opvolgingsplan: plan voor psychosociale opvolging, dat wil zeggen de interventievoorziening die de zorg voor slachtoffers van een collectieve noodsituatie organiseert;

8. Externe dienst: elke dienst die na een collectieve noodsituatie kan tussenkomen, maar geen dienst is van de regering en van de partners waarvan sprake in artikel 4 van dit decreet;

9. Algemene Verordening Gegevensbescherming: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

10. Gegeven: persoonsgegeven in de zin van artikel 4.1 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;

11. Ministerie: het ministerie van de Franse Gemeenschap.

#### *Deel II. — Algemene beginselen*

**Art. 2.** Bij de toepassing van dit decreet moet rekening worden gehouden met de volgende algemene beginselen:

1. Het slachtoffer staat centraal in de interventie;
2. Er wordt rekening genomen met de behoeften van het slachtoffer in hun geheel;
3. De zorg van het slachtoffer wordt uitgevoerd volgens een sectoroverschrijdende en transversale aanpak.

#### *Deel III. — Persoonsgegevens en doelstellingen*

**Art. 3.** §1. Dit decreet betreft het beheer van een collectieve noodsituatie en heeft de volgende doelstellingen:

1. De slachtoffers identificeren;
2. Een opvolgingsplan activeren;
3. Referentiepersonen aanwijzen;
4. De slachtoffers begeleiden bij de stappen.

§2. De verwerking waarvan sprake in paragraaf 1 wordt uitgevoerd door het Ministerie dat optreedt als verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;

Als uitzonderlijk een partner tussenkomt overeenkomstig artikel 10 van dit decreet, dan wordt deze beschouwd als de verwerkingsverantwoordelijke in de zin van artikel 4.7 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming voor alle handelingen die hij uitvoert.

### *HOOFDSTUK II. — De referentiepersoon en de coördinatie van de psychosociale opvolging*

#### *Deel I. — De referentiepersoon*

**Art. 4.** - §1. In de diensten van de regering of van de partners wordt een referentiepersoon aangesteld volgens de procedure die beschreven is in artikel 10 van dit decreet.

§2. De rol van de referentiepersoon is het centrale aanspreekpunt zijn voor de opvolging van de slachtoffers. Deze biedt het slachtoffer van een collectieve noodsituatie een specifieke begeleiding.

§3. De diensten en partners waarvan sprake in paragraaf 1 zorgen voor de bijscholing van de tussenkomende partijen die mogelijk als referentiepersoon optreden.

#### *Deel II. — De coördinatie van de psychosociale opvolging*

**Art. 5.** De regering stelt in haar diensten een persoon aan die belast is met de coördinatie van de psychosociale opvolging, het uitwerken van een opvolgingsplan en de identificatie van de op te zetten samenwerkingen voor de zorg van de slachtoffers.

De regering bepaalt de goedkeuringsmodaliteiten van het opvolgingsplan waarvan sprake in het eerste lid.

**Art. 6.** Voor de invoering van het plan voor psychosociale opvolging kan de regering een overleg- en adviesorgaan aanstellen met de verschillende actoren die betrokken zijn bij de zorg van de slachtoffers.

De regering bepaalt, in voorkomend geval, de samenstelling van dit orgaan, evenals het huishoudelijk reglement en de vertrouwelijkheidsvoorschriften die de leden moeten naleven.

### *HOOFDSTUK III. — Het plan voor psychosociale opvolging*

**Art. 7.** Het plan voor opvolging streeft de volgende doelstellingen na:

1. De zorg van de geïdentificeerde slachtoffers verzekeren;
2. De zorg waarvan sprake in 1. aanpassen aan de individuele en collectieve behoeften van de slachtoffers;
3. De tussenkomsten coördineren van de diensten die betrokken zijn bij de zorg van de slachtoffers.

### *HOOFDSTUK IV. — Procedure bij een collectieve noodsituatie*

#### *Deel I. — Activering van het opvolgingsplan*

**Art. 8.** §1. Als zich een gebeurtenis voordoet die een collectieve noodsituatie kan zijn, gaat de persoon waarvan sprake in artikel 5 na of de zorg van de slachtoffers een collectieve noodsituatie betreft. Als dat het geval is, begint hij de situatie te analyseren om:

1. De perimeter van de tussenkomsten van de diensten te bepalen;

2. De diensten te identificeren die moeten tussenkomen;
3. Te bepalen of de zorg van de slachtoffers moet worden gecoördineerd;
4. De elementen te bepalen die aan de diensten moeten worden meegedeeld en de nuttige informatie die bij hen moet worden opgevraagd.

§2. Na de analyse waarvan sprake in paragraaf 1 beoordeelt de persoon waarvan sprake in artikel 5 of het nodig is om het opvolgingsplan te activeren en deelt hij zijn mening mee aan de regering.

De regering beslist tot de activering van de opvolgingsplan.

*Deel II. — Uitvoering van het plan voor psychosociale opvolging*

**Art. 9.** De persoon waarvan sprake in artikel 5 zorgt voor de uitvoering van het opvolgingsplan en houdt rekening met de specifieke kenmerken van de collectieve noodsituatie.

**Art. 10.** §1. Op de diensten van de regering en partners waarvan sprake in artikel 4 kan een beroep worden gedaan door het slachtoffer zelf of door een externe dienst.

§2. Overeenkomstig paragraaf 1 beoordeelt de dienst van de regering of de partner waarop het eerst een beroep wordt gedaan de behoeften van het slachtoffer en beslist hij om:

1. In zijn dienst een referentiepersoon aan te stellen als de toestand van het slachtoffer dat vereist;
2. Het slachtoffer te verwijzen naar een andere dienst van de regering of partner voor de aanstelling van een referentiepersoon in overeenstemming met de behoeften van het slachtoffer.

§3. Naargelang de evolutie van de behoeften van het slachtoffer kan de referentiepersoon zich van zijn opdracht laten ontheffen en zorgen voor de aanstelling van een nieuwe referentiepersoon, zodat de specifieke begeleiding kan worden verdergezet.

§4. De regering bepaalt de modaliteiten voor de gegevensoverdracht overeenkomstig paragrafen 2 en 3.

**Art. 11.** §1. Bij de uitvoering van het opvolgingsplan zorgt de referentiepersoon voor de specifieke begeleiding van het slachtoffer.

In dit kader voert hij de volgende taken uit:

1. Het slachtoffer inlichten over de uit te voeren stappen en de verschillende soorten beschikbare hulp;
2. De behoeften en hulpmiddelen van het slachtoffer gedurende de hele tenlasteneming beoordelen;
3. Het slachtoffer proactief ondersteunen;
4. Het slachtoffer gericht doorverwijzen.

§2. De in het kader van de taken waarvan sprake in paragraaf 1 ondervonden moeilijkheden en de structurele informatie die relevant wordt geacht, worden meegedeeld aan de persoon waarvan sprake in artikel 5.

**Art. 12.** §1. In het kader van de toepassing van artikels 10 en 11 verwerken de diensten van de regering en de partners de volgende gegevenscategorieën van de slachtoffers:

1. De identificatiegegevens;
2. De gegevens betreffende het beroep en de tewerkstelling;
3. De gegevens betreffende de persoonskenmerken;
4. De financiële gegevens;
5. De gegevens betreffende de gezinssamenstelling;
6. De gezondheidsgegevens.

De regering bepaalt de modaliteiten voor het verzamelen van de gegevens uit de categorieën waarvan sprake in paragraaf 1, 1., 2., 4. en 5.

De gegevens waarvan sprake in 2., 3. en 4. mogen alleen worden verwerkt na uitdrukkelijke toestemming van het slachtoffer en mogen in geen geval tegen het slachtoffer worden gebruikt in het kader van een procedure die het nemen van een dwingende beslissing jegens hem inhoudt.

§2. De gegevensverwerking waarvan sprake in 6. is nodig voor het verstrekken van medische of sociale zorg in de zin van artikel 9;2.g van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

De regering bepaalt de modaliteiten voor het verzamelen van de gegevens uit de categorie waarvan sprake in paragraaf 1. 6.

§3. De diensten van de regering en partners waarvan sprake in artikel 10 hebben toegang tot categorieën gerechtelijke gegevens.

De toegang waarvan sprake in het eerste lid door de diensten van het ministerie is gebaseerd op artikel 3bis van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van strafvordering.

De partners mogen de gegevens waarvan sprake in lid 1 alleen verwerken als deze rechtstreeks bij het slachtoffer en met diens toestemming zijn verzameld. Het slachtoffer heeft het recht zich tegen deze mededeling te verzetten. De regering bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van dit recht van bezwaar.

§4. In het kader van de toepassing van artikels 10 en 11 verwerken de diensten van de regering en de partners de categorieën identificatiegegevens met betrekking tot de referentiepersonen:

**Art. 13.** De regering legt vast:

1. De lijst met gegevenscategorieën van gegevens waarvan sprake in artikel 12 van dit decreet;
2. De bewaarmodaliteiten en maximale bewaartermijnen van deze gegevens;
3. De organisatorische en technische maatregelen betreffende de veiligheid van deze gegevens;
4. De modaliteiten voor de uitvoering van de rechten waarvan sprake in artikels 12 tot en met 22 en 34 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming.

*Deel III. — Afsluiting van het plan voor psychosociale opvolging*

**Art. 14.** De regering bepaalt de afsluitprocedure van het opvolgingsplan en de procedure voor de eventuele reactivering ervan.

Het opvolgingsplan wordt afgesloten als aan de volgende criteria is voldaan:

1. Alle slachtoffers die dat wensen, beschikken over een referentiepersoon;
2. De samenwerkingen voor de zorg van de slachtoffers zijn geregeld;
3. De coördinatie van de zorg van de slachtoffers is niet langer nodig.

*Deel IV. — Evaluatie van het plan voor psychosociale opvolging*

**Art. 15.** §1. De uitvoering van het opvolgingsplan wordt gedurende de hele zorg van de slachtoffers van een collectieve noodsituatie geëvalueerd en wordt, zo nodig, aangepast.

§2. Na de afsluiting van het opvolgingsplan wordt een verslag opgesteld met de eindbeoordeling over de tenuitvoerlegging van het plan.

§3. De regering stelt in haar diensten de personen aan om de taken uit te voeren waarvan sprake in paragrafen 1 en 2.

De regering bepaalt eveneens de opstellingsmodaliteiten en de bestemmingen van het verslag waarvan sprake in paragraaf 2.

*HOOFDSTUK V. — Budgettaire en financiële bepalingen*

**Art. 16.** Een bedrag van 330.000 euro, bedoeld om de acties te dekken die voorzien zijn in hoofdstuk IV in geval van een collectieve noodsituatie, wordt jaarlijks in de algemene uitgavenbegroting ingeschreven.

**Art. 17.** §1. Als er zich een collectieve noodsituatie voordoet, kan de regering, met name, een subsidie toekennen aan de partners waarvan sprake in artikel 10 van dit decreet.

§2. De regering bepaalt de toekennings- en rechtvaardigingsvoorwaarden van de subsidies waarvan sprake in paragraaf 1.

De voorwaarden waarvan sprake in het eerste lid betreffen, met name, het territoriale karakter, de omvang van de collectieve noodsituatie en de vastgestelde specifieke behoeften met betrekking tot personeel.

Met de subsidie waarvan sprake in paragraaf 1 kunnen de uitgaven worden gedekt voor de zorg van de slachtoffers van een collectieve noodsituatie als deze zich voordoet, zoals met name:

1. Personeelskosten;
2. Kosten voor de huur van lokalen;
3. Verplaatsingskosten;
4. Kosten voor de ontwikkeling van specifieke communicatiemiddelen.

**Art. 18.** De specifieke opleiding van de tussenkomende partijen waarvan sprake in artikel 4, paragraaf 3 van dit decreet wordt vóór een mogelijke collectieve noodsituatie georganiseerd.

De regering kent binnen de grenzen van de begrotingskredieten subsidies toe om de opleidingsmodules waarvan sprake in het eerste lid te organiseren.

*HOOFDSTUK VI. — Statistieken, administratief beheer en informaticabeheer*

**Art. 19.** De gegevenscategorieën waarvan sprake in artikel 12 worden nadien door het ministerie verwerkt voor statistische doeleinden. De gegevens die worden overgedragen voor het opstellen van de statistieken worden eerst door het ministerie en de partners anoniem gemaakt.

De regering bepaalt de technische modaliteiten die verband houden met opstellen van de statistieken waarvan sprake in het eerste lid.

**Art. 20.** §1. De verwerking waarvan sprake in dit decreet wordt ondersteund door IT-oplossingen.

Overeenkomstig het eerste lid worden de identificatiecategorieën verwerkt met betrekking tot de bij de uitvoering van dit decreet betrokken actoren.

§2. De regering bepaalt de modaliteiten voor het ter beschikking stellen van IT-oplossingen waarvan sprake in paragraaf 1, de veiligheidsmaatregelen, de lijst met specifieke gegevens van de categorie waarvan sprake in paragraaf 1, de verwerkingsmodaliteiten en maximale bewaartermijnen van deze gegevens.

*HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit decreet wordt geëvalueerd na indiening van het verslag waarvan sprake in artikel 15, §2. Deze evaluatie wordt pas gedaan na de afsluiting van het opvolgingsplan dat tijdens de eerste vastgestelde collectieve noodsituatie wordt geactiveerd.

De evaluatie waarvan sprake in het eerste lid wordt voorgesteld in de vorm van een verslag over de uitvoering van dit decreet, vergezeld van het verslag waarvan sprake in artikel 15, §2.

**Art. 22.** Dit decreet treedt in werking op de dag van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 20 juli 2022.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,  
Gelijke kansen en het Toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",  
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind,  
Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,  
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,  
C. DESIR

—  
Nota

*Zitting 2021-2022*

Stukken van het parlement. Ontwerp van decreet, nr. 416-1. - Commissieamendement(en), nr. 416-2 -  
Commissieverslag, nr. 416-3 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 416-4  
*Integraal verslag.* - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2022

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/20870]

### 5 MAI 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative de planification de l'offre médicale en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juin 2021 relatif à la planification de l'offre médicale en Communauté française, article 5, dernier alinéa ;

Considérant que la Commission a arrêté son règlement d'ordre intérieur en séance plénière du 18 février 2022 ;  
Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur ;  
Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le règlement d'ordre intérieur de la Commission, annexé au présent arrêté, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 18 février 2022.

**Art. 3.** Le Ministre qui a l'enseignement supérieur et l'agrément et le contingentement des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2022.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative de planification de l'offre médicale en Communauté française

#### RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE PLANIFICATION DE L'OFFRE MÉDICALE EN COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

La Commission consultative de planification de l'offre médicale en Communauté française a adopté, le 18 février 2022, le présent règlement en application de l'article 5, dernier alinéa, du décret du 3 juin 2021 relatif à la planification de l'offre médicale en Communauté française.

*Section 1<sup>ère</sup>.* — Siège de la Commission

Article 1<sup>er</sup>. Le siège de la Commission est établi à Bruxelles.

La Commission a son siège auprès de la Direction générale ayant en charge l'Enseignement supérieur au sein du Ministère de la Communauté française.

*Section 2.* — Secrétariat

Art. 2. Le secrétariat est assuré par la Direction générale ayant en charge l'Enseignement supérieur au sein du Ministère de la Communauté française.

Le secrétariat coordonne le fonctionnement de la Commission, du Bureau et des groupes de travail. Il est chargé de la gestion administrative et est responsable du classement ainsi que de la conservation des archives.